

CAHIER DES CHARGES VALANT ACTE D'ENGAGEMENT

Maitrise d'œuvre relative à la mise en sécurité du batiment

Pouvoir adjudicateur : Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée.

Marché public passé en procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2, R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 et R.2161-4 du code de la commande publique

Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R. 2191-59 à 62 du Code de la Commande Publique : Madame la Directrice générale de l'EPA Euroméditerranée

Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) : Madame la Directrice générale de l'EPA Euroméditerranée

Origine du pouvoir de signature du RPA : a été nommée personne responsable du marché par arrêté du 22 décembre 2022 publié au JO du 23 décembre 2022

Comptable assignataire des paiements : Monsieur l'agent comptable de l'EPA Euroméditerranée



Les clauses du présent CCP-AE qui sont accompagnées de cet icône sont susceptibles d'être précisées, voire modifiées, lors de la passation du marché subséquent de maîtrise d'œuvre.

Sommaire

Article 1 – Contractant.....	4
Article 2 – Dispositions générales	5
2.1 Missions de maîtrise d’œuvre	5
2.2 Durée du marché	5
2.3 Parties contractantes	5
2.3.1 Le maître d’ouvrage.....	5
2.3.2 Le titulaire	5
2.4 Autres intervenants	6
2.4.1 Contrôle technique	6
2.4.2 Coordination de la Sécurité et Prévention de la Santé (SPS)	6
2.5 Mode de dévolution des marchés de travaux	6
Article 3 – Pièces contractuelles du marché	7
Article 4 – Dispositions financières	7
4.1 Forfait de rémunération des marchés subséquents.....	7
4.1.1 Dispositions générales	7
4.1.2 Modalités de fixation du forfait provisoire de rémunération	7
4.1.3 Modalités de passage du forfait provisoire au forfait définitif de rémunération	8
4.2 Prestations supplémentaires ou modificatives	8
4.3 Révision des prix	9
4.4 Avance	9
4.5 Périodicité des acomptes.....	9
Article 5 – Engagement de la maîtrise d’œuvre sur le coût des travaux.....	10
5.1 Engagement du maître d’œuvre sur le cout de l’opération avant la passation des marchés de travaux.....	10
5.1.1 Contrôle des coûts de l’opération en phase conception	10
5.1.2. Coût prévisionnel définitif des travaux (Cpd)	10
5.1.3 Coût de référence des marchés de travaux (CMT)	10
5.2 Engagement du maître d’œuvre sur le cout de l’opération après la passation des marchés de travaux (Coût constaté final)	11
Article 6 – Exécution et périmètre des prestations	12
6.1 Ordres de service.....	12
6.1.1 Ordres de service délivrés par le maître d’ouvrage au maître d’œuvre.....	12
6.1.2 Ordres de service délivrés par le maître d’œuvre aux entrepreneurs	12
6.2 Délais d’exécution et pénalités.....	12

6.2.1 Conditions générales	12
6.2.2 Exécution aux frais et risques	13
6.2.3 Délai d'exécution et pénalités en phase études	13
6.2.4 Délai d'exécution et pénalités en phase travaux.....	14
6.2.5 Dispositions spécifiques aux décomptes mensuels et au décompte final établis par l'entrepreneur .	15
6.2.6 Autres pénalités	16
6.3 Réception des travaux	16
Article 7 – Dérogations au CCAG PI	17

Article 1 – Contractant

Nous soussignés,

En cas de candidature individuelle

Nom, prénom et qualité du signataire :	
Agissant pour le compte de la société :	
Dont le siège social est à :	
Téléphone :	
Courriel :	
N° Siret :	
Code APE :	
S'agit-il d'une petite ou moyenne entreprise (PME) ?	<input type="radio"/> OUI <input type="radio"/> NON
S'agit d'une entreprise de l'économie sociale et solidaire (ESS) ?	<input type="radio"/> OUI <input type="radio"/> NON

En cas de candidature sous forme de groupement d'entreprises

En application de l'article R. 2142-24 du code de la commande publique, le groupement est un groupement :

☐ conjoint ☐ solidaire

En tout état de cause, le mandataire est solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

- **Premier cocontractant (MANDATAIRE du groupement)**

Nom, prénom et qualité du signataire :	
Agissant pour le compte de la société :	
Dont le siège social est à :	
Téléphone :	
Courriel :	
N° Siret :	
Code APE :	
S'agit-il d'une petite ou moyenne entreprise (PME) ?	<input type="radio"/> OUI <input type="radio"/> NON
S'agit d'une entreprise de l'économie sociale et solidaire (ESS) ?	<input type="radio"/> OUI <input type="radio"/> NON

- **Deuxième cocontractant**

Nom, prénom et qualité du signataire :	
Agissant pour le compte de la société :	
Dont le siège social est à :	
Téléphone :	
Courriel :	
N° Siret :	

Code APE :	
S'agit-il d'une petite ou moyenne entreprise (PME) ?	<input type="radio"/> OUI <input type="radio"/> NON
S'agit d'une entreprise de l'économie sociale et solidaire (ESS) ?	<input type="radio"/> OUI <input type="radio"/> NON

- **Troisième cocontractant**

Nom, prénom et qualité du signataire :	
Agissant pour le compte de la société :	
Dont le siège social est à :	
Téléphone :	
Courriel :	
N° Siret :	
Code APE :	
S'agit-il d'une petite ou moyenne entreprise (PME) ?	<input type="radio"/> OUI <input type="radio"/> NON
S'agit d'une entreprise de l'économie sociale et solidaire (ESS) ?	<input type="radio"/> OUI <input type="radio"/> NON

(*) ce cadre est à multiplier pour les cotraitants supplémentaires.

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché définies au présent document, le signataire s'engage sans réserve à les respecter et exécuter les prestations dans les conditions définies ci-après.

Article 2 – Dispositions générales

2.1 Missions de maîtrise d'œuvre

Conformément à l'article L2431-3 du Code de la commande publique, le présent marché subséquent a pour objet de confier au titulaire la réalisation une mission de base de maîtrise d'œuvre.

2.2 Durée du marché

Le marché subséquent débute à compter de sa notification et s'achèvera au terme du délai de garantie de parfait achèvement c'est-à-dire 12 mois après le terme du dernier marché de travaux de l'opération, le cas échéant.

Le démarrage de chaque mission sera fait par ordre de service.

2.3 Parties contractantes

2.3.1 Le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage est l'EPAEM, représenté par sa Directrice Générale ou ses représentants.

2.3.2 Le titulaire

Les caractéristiques du titulaire sont précisées dans l'Acte d'Engagement du marché.

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le pouvoir adjudicateur par écrit et communiquer un extrait K-bis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais. Ce changement n'affectant pas la forme juridique du Titulaire et n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale, un avenant ne sera pas nécessaire.

Le Titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise Titulaire et de tout projet de cession du marché public dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public serait transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession de le marché public par le pouvoir adjudicateur, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert de le marché public au nouveau titulaire.

2.3.2.1. Partage de responsabilités entre les cotraitants

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire, si les documents particuliers du marché le prévoient, de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du maître d'ouvrage jusqu'au terme du présent marché.

La répartition des responsabilités entre co-traitants conjoints sera déduite de la convention de groupement transmise au maître d'ouvrage dans le cadre de l'offre. A défaut, le maître d'ouvrage déduira cet engagement de la répartition des honoraires par co-traitant et élément de mission pour lesquelles un ou plusieurs cotraitants ont chiffré la réalisation d'une prestation dont ils prennent de fait, la responsabilité.

2.4 Autres intervenants

2.4.1 Contrôle technique

Pour chacun des marchés de travaux concernés par l'obligation de disposer d'un contrôleur technique, ce dernier sera désigné ultérieurement dans le cadre de l'accord-cadre transverse de l'établissement pour les travaux soumis au contrôle technique.

Coordonnées et missions :

2.4.2 Coordination de la Sécurité et Prévention de la Santé (SPS)

Pour les marchés de travaux concernés par l'obligation de disposer d'un coordonnateur sécurité et protection de la sante, ce dernier sera désigné ultérieurement dans le cadre de l'accord-cadre transverse de l'établissement.

Coordonnées et missions :

2.5 Mode de dévolution des marchés de travaux

Le maître d'ouvrage réalise les travaux :

☐ Par l'intermédiaire de l'accord-cadre transverse de l'établissement intitulé « *Travaux d'entretien et de mise en sécurité du patrimoine immobilier de l'EPAEM* »

- ☐ Par le biais d'un marché de travaux spécifique conclu de gré à gré
- ☐ Par le recours à un marché avec mise en concurrence, conformément aux procédures de passation prévues par le Code de la commande publique, en fonction des seuils applicables.

La rémunération de la mission ACT tient compte de cette condition d'exécution, conformément au bordereau des taux plafonds.

Les travaux pourront être attribués à un prestataire unique ou faire l'objet d'un allotissement. Le découpage en lots sera défini en concertation avec le maître d'ouvrage au stade de l'avant-projet définitif (APD), conformément à l'article R.2431-1 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018.

Le titulaire aura également la possibilité de proposer le recours à un marché global. Cette proposition devra être soumise à la validation du maître d'ouvrage et accompagnée des justifications nécessaires, présentées durant la phase de conception.

Article 3 – Pièces contractuelles du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- Le présent Cahier des charges valant Acte d'engagement ;
- Le programme incluant le détail de l'enveloppe financière prévisionnelle retenue par le maître d'ouvrage et affectée aux travaux ;
- Les éléments de décomposition de l'offre financière du maître d'œuvre ;
- Les pièces constitutives de l'accord-cadre « Mission de diagnostic structure, de mise en sécurité de bâtiments et de maîtrise d'œuvre associée »

Article 4 – Dispositions financières

4.1 Forfait de rémunération des marchés subséquents

4.1.1 Dispositions générales

Le forfait de rémunération est exclusif de tout autre émoluments et de toute autre remboursement des frais au titre de l'exécution des prestations. Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

4.1.2 Modalités de fixation du forfait provisoire de rémunération

Le forfait de rémunération provisoire (Frp) de la mission de maîtrise d'œuvre sera fixé en tenant compte :

- du montant (Ef) de l'enveloppe financière prévisionnelle des travaux ;
- du taux de rémunération (T) proposé par le maître d'œuvre (dans la limite du taux indicatif plafond défini dans le cadre du présent marché) ;
- du coefficient de complexité de l'opération (coef cpx) proposé par le maître d'œuvre (dans la limite du coefficient plafond défini dans le cadre du présent marché) ;

Soit : $Frp = Ef \times T \times coef\ cpx$

4.1.3 Modalités de passage du forfait provisoire au forfait définitif de rémunération

Le forfait de rémunération devient définitif lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de la mission APD et de l'engagement du maître d'œuvre sur le coût prévisionnel définitif des travaux.

Il sera fixé par avenant parallèlement à la fixation du coût prévisionnel définitif (Cpd) des travaux concernés, ce dernier étant décomposé en trois catégories :

Catégorie 1-CONC	Catégorie 2-CONC	Catégorie 3-CONC
CTI	CTA	CTM
Le Coût des Travaux Indispensables à la réalisation de l'ouvrage selon les données du programme initial	Le Coût des Travaux complémentaires nés des Aléas et sujétions apparus pendant les études de conception	Le Coût des Travaux complémentaires nés des Modifications de programme validées par le maître d'ouvrage

Le forfait de rémunération définitif (Frd) de la mission de maîtrise d'œuvre sera ainsi arrêté conformément à la formule suivante :

$$\text{Frd} = \text{Frp} + [(\text{CTA} + \text{CTM}) * \text{tp} * \text{coef cpx}]$$

Si le montant des travaux complémentaires (CTA et/ou CTM) fait apparaître qu'une partie répond à des travaux correspondant à un niveau de complexité moindre que celui arrêté lors de la conclusion du marché subséquent, la formule ci-dessus sera décomposée de façon à appliquer un taux différencié pour la partie concernée. En tout état de cause, le coefficient ne pourra pas excéder le coefficient défini dans le marché subséquent.

4.1.4 Détermination du coefficient de complexité

Pour la fixation du forfait provisoire et du forfait définitif, il sera appliqué un coefficient de complexité déterminé lors de la passation de chaque marché subséquent. Ce coefficient ne pourra excéder le coefficient de complexité plafond défini dans le bordereau des taux plafond.

4.2 Prestations supplémentaires ou modificatives

Il sera fait application des dispositions suivantes.

Lorsque le marché n'a pas prévu de prix pour les prestations supplémentaires et/ou modificatives demandées par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre, l'ordre de service fixera provisoirement le prix nouveau retenu par le maître d'ouvrage par application des prix unitaires journaliers (ou demi-journée) prévus au bordereau des prix plafonds de l'accord-cadre.

Le maître d'œuvre est réputé avoir accepté le prix provisoire fixé par l'ordre de service si, dans le délai de quinze jours suivant l'ordre de service, il n'a pas présenté d'observation au maître d'ouvrage en indiquant, avec toutes justifications utiles, le prix qu'il propose.

Le maître d'œuvre ne peut pas prétendre à rémunération supplémentaire :

- pour les diverses études de mise au point préalables à l'acceptation définitive des dossiers par le maître de l'ouvrage ;
- pour les études complémentaires ou modificatives entraînées par un refus ou des réserves formulées par les

organismes consultatifs, réglementaires ou de tutelle ;

- pour tous les travaux indispensables à la réalisation de l'ouvrage, notamment vis à vis de la réglementation en vigueur concernant la sécurité contre l'incendie et l'accessibilité, mais non demandés explicitement par le maître de l'ouvrage ;
- en cas de retard dans l'exécution des travaux incombant au maître d'œuvre du fait d'un manquement de direction ou de surveillance ;
- en cas d'oubli ou d'erreur de la part du maître d'œuvre (notamment, en phase de conception).

4.3 Révision des prix

Le forfait de rémunération est ferme.

4.4 Avance

OPTION 1

Le titulaire n'a pas droit à une avance.

OPTION 2 (marché subséquent supérieur à 50 000 euros HT)

Le titulaire a droit à une avance de 5% du marché subséquent. Le taux de l'avance est porté à 20% lorsque le titulaire est une PME.

Le remboursement de l'avance s'effectue dans les conditions prévues aux articles R2191-11 et 12 du code de la commande publique.

Le sous-traitant peut bénéficier d'une avance dans les conditions prévues aux articles R. 2193-17, R. 2193-18 et R. 2193-19 du code de la commande publique.

4.5 Périodicité des acomptes

Par dérogation à l'article 11.2 du CCAG PI, la périodicité des acomptes est précisée ci-après :

Élément de mission	Périodicité des acomptes
AVP	80 % à la remise du dossier 20 % à l'approbation du maître d'ouvrage
PRO	80 % à la remise du dossier 20 % à l'approbation du maître d'ouvrage
ACT	60% après remise du DCE et validation par le maître d'ouvrage 40 % après notification du (ou des) marché(s) et mise au point le cas échéant
VISA	Acomptes mensuels proportionnels à l'avancement de la mission
DET	Acomptes mensuels proportionnels à l'avancement des travaux, jusqu'à 80% de la mission 20 % à la transmission des projets de décompte général des marchés de travaux et traitement des réclamations éventuelles des entreprises
AOR	50% après réalisation des OPR (1 ^{ère} partie) 25% à la levée des réserves (2 ^{ème} partie) 25 % à la fin du délai de GPA le cas échéant prolongée par le maître d'ouvrage (3 ^{ème} partie)

Article 5 – Engagement de la maîtrise d’œuvre sur le coût des travaux

Aux différentes étapes d’avancement du marché subséquent, le maître d’ouvrage va comparer les enveloppes financières affectées aux travaux puis les coûts des travaux (coût de référence et coût de réalisation).

Afin d’effectuer ces comparaisons, le montant des travaux sera ramené à la valeur M0 du marché. Pour ce faire, le coût des travaux sera divisé par un coefficient de réajustement égal au rapport de l’indice BT01 pris respectivement au mois M0 du coût des travaux considérés et au mois M0 du marché de travaux.

5.1 Engagement du maître d’œuvre sur le coût de l’opération avant la passation des marchés de travaux

5.1.1 Contrôle des coûts de l’opération en phase conception

Le maître de l’ouvrage institue une procédure de contrôle continu de l’enveloppe prévisionnelle des travaux. Son objectif est de permettre de saisir très rapidement les variations de coût éventuelles, de manière à engager en temps opportun les actions correctives qui se révèlent nécessaires.

Ainsi, durant toutes les missions de conception, le maître d’œuvre sera responsable de l’actualisation du cadre estimatif du projet à chaque phase d’étude.

Les évolutions de coût seront qualifiées conformément aux trois catégories définies à l’article 4.1.3 (CTI, CTA et CTM).

Cet état est produit par le maître de l’œuvre en euros H.T. valeur en cours et valeur M0.

5.1.2. Coût prévisionnel définitif des travaux (Cpd)

Le coût prévisionnel définitif des travaux est la somme des montants de travaux nécessaires à la réalisation de l’ouvrage et sur lesquels le maître d’œuvre s’engage. Il est ramené au mois M0 du marché.

L’engagement du maître d’œuvre sur un coût d’objectif intervient à l’issue de la phase APD.

Cette estimation définitive établie par le maître d’œuvre doit être la plus proche possible de l’objectif fixé au maître d’œuvre lors de la passation du marché subséquent (enveloppe prévisionnelle des travaux) . En cas de dépassement ne résultant pas de circonstances que le maître d’œuvre ne pouvait prévoir, le maître d’ouvrage se réserve ainsi la possibilité de faire retravailler gratuitement le maître d’œuvre pour qu’il revienne dans le coût d’objectif assigné par le maître d’ouvrage.

5.1.3 Coût de référence des marchés de travaux (CMT)

Le coût des marchés de travaux est arrêté par le maître d’ouvrage avant la notification de l’ensemble des marchés de travaux. Ce coût, fixé en valeur M0, sera égal à la somme des montants des marchés de travaux à notifier aux entreprises (cumul des offres économiquement les plus avantageuses).

 Le coût de référence des marchés de travaux sera assorti d’un taux de tolérance fixé à 3%.

Seuil de tolérance =	coût prévisionnel définitif des travaux x (1 + taux de tolérance)
----------------------	---

En cas de non respect du seuil de tolérance susvisé, le maître d'ouvrage peut déclarer les consultations infructueuses et demander à ce titre la reprise des études par le maître d'oeuvre. Le titulaire a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance. Le délai laissé au titulaire pour réaliser cette prestation sera fixé par ordre de service.

Le titulaire s'engage à reprendre ses études selon cette procédure jusqu'à ce que le coût de référence des travaux soit inférieur au seuil de tolérance.

Dans le cas où le titulaire ne trouve pas de solutions pour que le coût de référence des travaux puisse être inférieur ou égal au seuil de tolérance, le maître d'ouvrage pourra procéder à la résiliation du marché de maîtrise d'oeuvre.

5.2 Engagement du maître d'oeuvre sur le coût de l'opération après la passation des marchés de travaux (Coût constaté final)

Le Coût Constaté Final des travaux est égal à la somme des montants totaux des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés, accords-cadres à commande intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors revalorisation de prix à l'exclusion des travaux supplémentaires ou modificatifs des catégories CTA-EXE et CTM-EXE définies ci-après :

Catégorie 1 CTI-EXE	Catégorie 2 CTA-EXE	Catégorie 3 CTM-EXE
Le Coût des Travaux complémentaires initiés par le maître d'oeuvre résultant d'erreurs et omissions qui lui sont imputables, y compris les éventuelles adaptations économiques acceptées par le maître d'ouvrage pour compenser ces erreurs ou omissions.	Le Coût des Travaux complémentaires qui s'imposent au maître d'ouvrage du fait d'éléments nouveaux et non prévisibles à la signature des marchés de travaux	Le Coût des Travaux complémentaires initiés par le maître d'ouvrage et correspondant à une modification du programme



Le coût constaté final est assorti d'un taux de tolérance fixé à 3%.

L'écart entre CMT et CCF est calculé comme suit :

Ecart =	$[\text{CMT} \times (1 + \text{taux de tolérance})] - \text{CCF}$
---------	---

Le cas échéant, le titulaire supporte la plus petite pénalité résultant des deux formules suivantes :

- 10 % appliquée à l'écart calculé ci-dessous ;
- 15 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à la passation des marchés de travaux (VISA, DET et OPC).

Article 6 – Exécution et périmètre des prestations

6.1 Ordres de service

6.1.1 Ordres de service délivrés par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre

Un ordre de service sera transmis par le maître d'ouvrage notamment dans les cas suivants :

- Démarrage ou prolongation du délai d'exécution d'une prestation ;
- Suspension provisoire du délai d'exécution ;
- Modification des dispositions contractuelles.

L'ordre de service daté est remis par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre par tout moyen dématérialisé ou matérialisé permettant d'en attester la date certaine de sa réception.

Par dérogation à l'article 3.8.2. du CCAG PI, le titulaire dispose d'un délai de 7 jours pour notifier au maître d'ouvrage ses observations éventuelles.

6.1.2 Ordres de service délivrés par le maître d'œuvre aux entrepreneurs

Dans le cadre de l'élément de mission "Direction de l'exécution des Travaux", le maître d'œuvre est chargé d'émettre les ordres de service à destination de l'entrepreneur avec copie au maître d'ouvrage.

Toutefois, le maître d'œuvre ne peut émettre d'ordre de service sans avoir obtenu la validation préalable du maître d'ouvrage pour tous les OS suivants :

- entraînant une incidence financière (affermisssement des tranches optionnelles, notification de prestations supplémentaires ou modificatives) ;
- démarrage, interruption ou poursuite des travaux ;
- prolongation des délais d'exécution ;
- choix des matériaux à la discrétion du maître d'ouvrage, et de remplacement.

Les prix nouveaux notifiés dans le cadre des ordres de service de prestations supplémentaires ou modificatives sont établis en valeur MO correspondante au marché de travaux concerné.

Les ordres de service sont écrits, datés, numérotés et notifiés par le maître d'œuvre au titulaire par tout moyen de communication matérialisé (remise en mains propres contre signature) ou dématérialisé permettant d'en attester la date certaine de réception (fax, LRAR, lettre recommandée électronique classique ou envoyée par la plateforme de dématérialisation PLACE ou mail de l'entreprise en accusant expressément réception).

Il est rappelé que pour être applicable, un ordre de service doit être notifié aux titulaires des marchés de travaux avant tout commencement d'exécution.

6.2 Délais d'exécution et pénalités

6.2.1 Conditions générales

Les délais d'exécution développés ci-après pourront être modifiés à la marge lors de la passation des marchés subséquents.

Ils s'entendent en jours calendaires.

Lorsque le délai imparti au maître d'œuvre expire un samedi, un dimanche ou un jour férié, son échéance est reportée au premier jour ouvrable suivant. En cas de dépassement de ce délai, la période d'application des pénalités correspondantes commence le jour suivant l'expiration dudit délai et s'achève le jour de la date réelle de fin d'exécution de la prestation.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI, les pénalités sont appliquées au maître d'œuvre sur simple constat sauf si, dans le délai contractuel, le titulaire informe le maître d'ouvrage d'un retard exogène à sa volonté qui ne lui permet pas de réaliser ses prestations dans les délais. Dans ce cas, le maître d'ouvrage décidera s'il lui notifie une décision de prolongation de délai l'exonérant de pénalités, en application de l'article 15.3 du CCAG.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité sauf décision expresse du maître d'ouvrage ou de son représentant.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités n'est pas plafonné.

6.2.2 Exécution aux frais et risques

Si le maître d'œuvre n'a pas transmis au maître d'ouvrage les différents livrables dus au titre de son marché, à l'issue d'un délai complémentaire notifié par le maître d'ouvrage, ce dernier le met en demeure de le faire dans un délai qu'il fixe.

A l'expiration de ce nouveau délai, le maître de l'ouvrage peut faire exécuter les prestations aux frais et risques du maître d'œuvre défaillant.

Conformément à l'article 11.3.7 du CCAG PI, le surcoût supporté par le maître d'ouvrage est déduit des sommes dues au maître d'œuvre au titre des prestations admises. Ce surcoût correspond à la différence entre le prix que le maître d'ouvrage aurait dû régler au maître d'œuvre pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du maître d'œuvre défaillant.

La réception par le maître d'ouvrage des documents vérifiés, soit par le maître d'œuvre, soit aux frais de celui-ci par un tiers, met fin à l'application des pénalités au maître d'œuvre.

6.2.3 Délai d'exécution et pénalités en phase études

Les délais de remise des documents d'étude sont précisés dans le tableau ci-après. Celui-ci indique également le point de départ des délais et les pénalités associées en cas de non-respect.

Livrable	Délai	Point de départ du délai	Pénalité de retard par jour calendaire de retard	Délai d'approbation des livrables par le maître d'ouvrage
APS/APD	1 mois	Date de l'accusé réception de l'OS par le maître d'œuvre ou date de démarrage indiquée dans l'OS	500€	3 mois
Reprise éventuelle APS/APD	2 semaines	Date de réception par le maître d'œuvre des demandes de modifications formulées par le maître d'ouvrage	500€	3 mois
Dossier PRO	2 mois	Date de l'accusé réception de l'OS par le maître d'œuvre ou date de démarrage indiquée dans l'OS	500€	3 mois

Reprise éventuelle de PRO	2 semaines	Date de réception par le maître d'œuvre des demandes de modifications formulées par le maître d'ouvrage	500€	3 mois
Dossier DCE	2 mois	Date de l'accusé réception de l'OS par le maître d'œuvre ou date de démarrage indiquée dans l'OS	500€	3 mois
Rapport d'analyse des offres	3 semaines	Date de réception des offres par le MOE	500€	3 mois
Reprise DCE en cas de marché infructueux	3 semaines	Date de réception des demandes de modifications par le MOE	1000€	3 mois

6.2.4 Délai d'exécution et pénalités en phase travaux

Les délais d'exécution des prestations en phase travaux sont détaillés dans le tableau ci-après. Celui-ci indique également le point de départ des délais et les pénalités associées en cas de non-respect.

Prestation	Délai	Point de départ du délai	Pénalité de retard par jour calendaire de retard
Vérification des projets de décompte mensuel des entrepreneurs et établissement de l'état d'acompte mensuel	7 jours	Date de réception de la facture dans Chorus Pro	100 €
Vérification du projet de décompte final	15 jours	Date de réception de la facture dans Chorus Pro	100 €
Etablissement du projet de décompte général des entrepreneurs selon le modèle fourni par l'EPAEM	10 jours	Date de réception de l'état d'acompte transmis par la Direction des Finances de l'EPAEM	100 €
Envoi de la mise en demeure à l'entrepreneur en cas de défaillance de ce dernier dans la remise de son projet de décompte final	5 jours	5 jours suivant l'expiration du délai de 30 jours suivant la date d'achèvement des travaux	100 €
VISA	2 semaines	Date de réception des EXE des entreprises	200 €
Compte-rendu de chantier	5 jours	A l'issue de la réunion	100 €
Registre de chantier	2 jours	Date de la demande de transmission par le maître d'ouvrage et en fin de chantier à compter de la date des OPR	500 €
Instruction des mémoires en réclamation	15 jours	Date de l'accusé réception du mémoire par le maître d'œuvre	500 €
Visa des demandes de sous-traitance des marchés de travaux	10 jours	Date de réception de la demande d'acceptation du sous-traitant	100 €
Analyse de prix nouveau et rédaction de l'OS de prix nouveau / avenant	15 jours	Date de réception du devis de l'entreprise	200 €
Organisation des opérations préalables à la réception	20 jours	Date de réception du courrier de l'entrepreneur l'informant de la date à laquelle les travaux seront achevés ou date d'achèvement des travaux	500 €
Récolement des DOE des entrepreneurs de travaux	30 jours	Date des opérations préalables à la réception	500 €
Transmission des EXE 4 et 5 (établis lors des OPR)	5 jours	Date de réalisation des opérations préalables à la réception	250 €
Organisation des opérations nécessaires à la levée des réserves	5 jours	A l'expiration du délai fixé pour les travaux de reprise des désordres	250 €
Envoi de la mise en demeure à l'entrepreneur en cas d'absence de réalisation des travaux de reprise des désordres dans le délai imparti	10 jours	5 jours suivant l'expiration du délai fixé pour les travaux de reprise des désordres	250 €

Transmission de l'EXE 9 établi pour la levée des réserves (formulées lors de la réception des travaux)	10 jours	Date de réalisation des opérations préalables à la levée des réserves	250 €
Prestation	Délai	Point de départ du délai	Pénalité de retard par jour calendaire de retard
Vérification des projets de décompte mensuel des entrepreneurs et établissement de l'état d'acompte mensuel	7 jours	Date de réception de la facture dans Chorus Pro	100 €
Vérification du projet de décompte final	15 jours	Date de réception de la facture dans Chorus Pro	100 €
Etablissement du projet de décompte général des entrepreneurs selon le modèle fourni par l'EPAEM	10 jours	Date de réception de l'état d'acompte transmis par la Direction des Finances de l'EPAEM	100 €
Envoi de la mise en demeure à l'entrepreneur en cas de défaillance de ce dernier dans la remise de son projet de décompte final	5 jours	5 jours suivant l'expiration du délai de 30 jours suivant la date d'achèvement des travaux	100 €
VISA	2 semaines	Date de réception des EXE des entreprises	200 €
Compte-rendu de chantier	5 jours	A l'issue de la réunion	100 €
Registre de chantier	2 jours	Date de la demande de transmission par le maître d'ouvrage et en fin de chantier à compter de la date des OPR	500 €
Instruction des mémoires en réclamation	15 jours	Date de l'accusé réception du mémoire par le maître d'œuvre	500 €
Visa des demandes de sous-traitance des marchés de travaux	10 jours	Date de réception de la demande d'acceptation du sous-traitant	100 €
Analyse de prix nouveau et rédaction de l'OS de prix nouveau / avenant	15 jours	Date de réception du devis de l'entreprise	200 €
Organisation des opérations préalables à la réception	20 jours	Date de réception du courrier de l'entrepreneur l'informant de la date à laquelle les travaux seront achevés ou date d'achèvement des travaux	500 €
Récolement des DOE des entrepreneurs de travaux	30 jours	Date des opérations préalables à la réception	500 €
Transmission des EXE 4 et 5 (établis lors des OPR)	5 jours	Date de réalisation des opérations préalables à la réception	250 €
Organisation des opérations nécessaires à la levée des réserves	5 jours	A l'expiration du délai fixé pour les travaux de reprise des désordres	250 €
Envoi de la mise en demeure à l'entrepreneur en cas d'absence de réalisation des travaux de reprise des désordres dans le délai imparti	10 jours	5 jours suivant l'expiration du délai fixé pour les travaux de reprise des désordres	250 €
Transmission de l'EXE 9 établi pour la levée des réserves (formulées lors de la réception des travaux)	10 jours	Date de réalisation des opérations préalables à la levée des réserves	250 €

6.2.5 Dispositions spécifiques aux décomptes mensuels et au décompte final établis par l'entrepreneur

Les projets de décompte mensuel et de décompte final établis par l'entrepreneur sont exclusivement traités via la plateforme Chorus PRO de sorte à disposer d'une traçabilité de tous les échanges, et plus particulièrement des suspensions du délai global de paiement. Le maître d'œuvre devra s'assurer avant toute chose que le projet de décompte mensuel est correctement établi conformément au modèle de la maîtrise d'ouvrage.

Si le maître d'œuvre sollicite une pré-transmission des projets de décompte en dehors de l'outil CHORUS PRO, la preuve de transmission (exemple : mail de l'entrepreneur) vaudra point de départ du délai de calcul des délais d'exécution susmentionnés.

Si les documents visés par le maître d'œuvre font apparaître des erreurs, le maître d'ouvrage met en demeure le titulaire de procéder aux corrections dans un délai qu'il fixe. La pénalité forfaitaire prévue à l'article 6.5.6 pourra être appliquée en cas d'erreurs substantielles et/ou répétées.

En cas de retard dans la correction demandée, la pénalité applicable en cas de retard de vérification des projets de décompte des entrepreneurs sera pleinement applicable.

Au cas où le maître d'ouvrage est conduit, du fait du retard du maître d'œuvre, à verser à l'entrepreneur concerné des intérêts moratoires d'un montant plus élevé que la pénalité prévue, c'est ce dernier montant qui est pris en compte en guise de pénalité.

6.2.6 Autres pénalités

En outre, le titulaire encourt l'application de pénalités en cas de manquement à ses obligations contractuelles comme suit :

Manquement	Pénalité forfaitaire
Absence à une réunion de chantier	500 €
Erreurs substantielles et/ou répétées dans la vérification des décomptes mensuels et/ou du décompte final des entrepreneurs	500 €
Ordre de service tardif (notifié à l'entreprise postérieurement à l'exécution des prestations ordonnées) ou ordre de service notifié sans l'accord préalable de la maîtrise d'ouvrage	500 €
Défaillance dans l'obligation de suivi des travaux de reprise liées aux réserves signalées pendant le délai de garantie de parfait achèvement (assistance du maître d'ouvrage dans la fixation du délai de levée des réserves, et statuer sur la levée des réserves)	500 €
Manquement aux obligations environnementales définies dans les pièces de l'accord-cadre ou du marché subséquent	500 €

6.3 Réception des travaux

Le maître d'œuvre assiste le maître d'ouvrage dans les opérations de réception des travaux. À ce titre, il :

- vérifie la conformité des travaux réalisés par rapport aux documents contractuels (CCTP, plans...),
- organise et participe aux visites de réception sur site,
- rédige le procès-verbal des opérations préalables à la réception (formulaire EXE 4) et les propositions de réception (formulaire EXE 5),
- émet des avis sur les éventuelles réserves à lever avant la réception définitive,
- supervise, si nécessaire, les travaux de levée de réserves et assure leur suivi,
- établit le PV de levée des réserves (formulaire EXE 8) et le PV de propositions du MOE relative à la levée des réserves (formulaire EXE 9).

Ces missions incombent au maître d'œuvre, quel que soit le mode de formalisation du (ou des) marché(s) de travaux concerné(s), tels qu'exposés à l'article 1.6 du présent CCAP.

Il encourt l'application de pénalités en cas de non-respect de ces obligations contractuelles en matière

de réception en application de l'article 6.4.3.2 du présent CCAP.

Article 7 – Dérogations au CCAG PI

Objet	Article du CCAP	Article du CCAG PI auquel il est fait dérogation
Périodicité des acomptes	4.4	11.2
Ordres de service	6.1.1	3.8.2
Pénalités	6.5.1	14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3